

SHORT NEWS

Transports catholiques

Il est des réponses à des questions parlementaires qui n'en sont pas. Ce sont d'ailleurs en général des brillants exemples de rhétorique, si on veut illustrer un sophisme. Les députés Eugène Berger (DP), Marc Angel (LSAP), Camille Gira (déi Gréng) et André Hoffmann (déi Lénk), se sont vus offrir une telle perle par le ministre du développement durable et des infrastructures quand ils ont voulu savoir de quel droit certaines compagnies de transports publics avaient démonté les affiches de l'asbl AHA, avec leur fameux slogan « Net reliés ? - Stéi dozou ! ». Ainsi, Claude Wiseler, dont le ministère a la tutelle sur la communauté des transports (CDT), qui elle est responsable des affiches publicitaires et dispose même d'un code de déontologie pour ce délicat exercice, répond que : « La CdT a clairement fait savoir que la campagne dont il s'agit était conforme aux dispositions précitées et qu'il n'y avait aucune raison d'interrompre cette campagne ». Donc, il nie tout simplement le fait bien réel que certaines compagnies ont cédé à la pression de groupes ultra-catholiques et démonté lesdites affiches. Elegante pirouette pour se tirer d'une affaire qui met tout de même en cause le droit fondamental à la liberté d'expression ancré dans la constitution. Dommage que les ultras de l'Eglise ne réagissent pas de la même manière lorsque les bus affichent des publicités dégradantes pour l'image des femmes.

Accord absurde

« Amnesty International regrette que les autorités belges, hollandaises et luxembourgeoises aient signé aujourd'hui un accord de réadmission avec le gouvernement kosovar, facilitant le renvoi vers le Kosovo, entre autres, des Roms et membres d'autres groupes minoritaires ». C'est sans appel que l'organisation de défense des droits de l'Homme condamne donc l'accord conclu entre notre gouvernement et celui du Kosovo la semaine passée. Amnesty justifie son désaccord en rappelant que des minorités, telles que les Roms, continuent à être systématiquement discriminées au Kosovo, Etat qui, toujours selon Amnesty, n'entreprend rien pour garantir leur retour durable. D'ailleurs, environ 50 pour cent des Roms rapatriés au Kosovo le quitteront à nouveau. Ce n'est pas un hasard : selon l'ONG, 97 pour cent des membres des communautés de Roms, d'Ashkalis ou d'Egyptiens du Kosovo seraient touchés par le chômage. Amnesty n'est pas seule ; dans un communiqué de presse, le Collectif réfugiés du Luxembourg (CRL) rappelle que le secrétaire général de l'Onu, le parlement européen ainsi que le commissaire aux droits de l'Homme s'opposent à tout renvoi vers le Kosovo. Autre argument : le CRL souligne que le rapatriement de ces personnes contribuerait également à aggraver l'instabilité du Kosovo en augmentant les risques de tensions interethniques.

woxx@home

L'arithmétique de Lucifer

Ce numéro du woxx est diabolique. Saurez-vous trouver pourquoi ? Non, ce n'est pas la pièce d'euro en couverture, devise satanique aux yeux de certains. Ce n'est pas non plus l'édito à propos de DSK, dont le comportement démoniaque le conduit tout droit en Enfer. Et non, ce n'est certainement pas notre article en page six à propos du DP, dont il paraît évident qu'aucun de ses membres n'a vendu son âme au diable en échange de quelques succès électoraux. Pourtant, à y regarder de plus près, on ne peut pas dire que les protagonistes de ces sujets traités pètent la forme : les pronostics de survie de l'euro ne sont pas très optimistes, et la survie, du moins politique, de l'ex-directeur du FMI, elle, est bien compromise. Reste le DP qui, en bon parti centriste, n'est ni divin, ni diabolique. Il est ailleurs et bientôt nulle part. Vraiment, ce numéro 1111 de l'année 2011 sent le soufre. Alors, toujours pas trouvé ?

AKTUELL

WACHSTUM

World3

Christiane Walerich

Landwirtschaft und Renten waren die Problembereiche, die immer wieder genannt wurden bei der Publikumsdiskussion zum Thema „Grenzen des Wachstums“.

„Was ist die Perspektive, die sich auftut im Rahmen eines Wirtschaftssystems, das auf Wachstum ausgerichtet ist und ununterbrochen Natur in Abfall verwandelt - und das in einer Welt, die endlich ist?“, fragte Jürgen Stoldt, Mitherausgeber der Monatszeitschrift „Forum“, in die Runde. Anlass für die Frage war ein weiteres „public Forum“ im Exit07 - dieses Mal zum Thema „Grenzen des Wachstums“ - bei dem AutorInnen, LeserInnen und InteressentInnen zum freien Austausch eingeladen waren.

Verknüpft sei diese Frage nach dem Wachstum mit Fragen nach den Ressourcen, nach Gerechtigkeit, nach der Rolle des Einzelnen und nach der der Politik, so Stoldt. Zu diesem Problemkreis trug Jean Lamesch, Doktor der physikalischen Chemie und ausgewiesener Energie- und Klimaexperte, einige zentrale Tatsachen bei: So liegen die CO₂-Emissionen in Luxemburg 2010 bei 25 Tonnen pro Kopf, während der EU-Durchschnitt 8 Tonnen beträgt. Das neue EU-Szenario sieht vor, dass dieser Durchschnitt bis 2050 um 70 Prozent auf 3 Tonnen herabgesetzt werden soll. „Für Luxemburg bedeutet das eine Reduktion von 600 bis 700 Prozent“, stellte Lamesch fest. Dagegen verweise die Regierung darauf, dass im Gegenteil ein Wachstum, und zwar von 300 Prozent, notwendig sei, um die Sozialleistungen weiterhin bezahlen zu können.

„Hier entsteht ein enormes Spannungsverhältnis“, beschrieb Lamesch das Dilemma. Insgesamt gehe das Wachstum seit 1985, als es Wachstumsspitzen von 15 Prozent gab, kontinuierlich zurück. „In 25 Jahren hat Luxemburg, wenn sich dieser Trend fortsetzt, den Nullpunkt erreicht“, so der Experte. Dennoch sei Luxemburg in der EU eines der Länder, das die geringsten Staatsschulden hat. Anders als die Sozialleistungen könnten die Staatsschulden also nicht als Argument für mehr Wachstum ins Feld geführt werden. Vor allem müsse Luxemburg den CO₂-Ausstoß im tertiären Dienstleistungssektor herabsetzen. Verbesserungsvorschläge habe es schon vor dreißig Jahren gegeben, als der „Club of Rome“ das World3-Modell errechnete, eine kyber-

netische Computersimulation, mit der die Wechselwirkungen zwischen Faktoren wie Bevölkerung, industrielles Wachstum, Nahrungsmittelproduktion und deren Einfluss auf mögliche Grenzen in Ökosystemen der Erde erforscht werden sollten.

Vor allem die Landwirtschaft, die Frage nach der Bezahlbarkeit der Renten für zukünftige Generationen einer



wachsenden Bevölkerung und die Expansion des Bausektors waren Themen an diesem Abend, wobei eher die Probleme der Wachstumsspirale als Lösungsvorschläge für sie zur Diskussion kamen. „Wenn der Peak Oil da ist, können wir keine Lebensmittel in der westlichen Welt mehr produzieren“, stellte ein besorgter Redner fest. Es werde nicht bedacht, dass in der Landwirtschaft - etwa bei der Produktion von Agrobioziden - viel Energie alleine bei der Herstellung verloren gehe. Hier unterscheide sich auch ein Biohof, bei dem sehr viele fossile Energien durch die mechanische Bewirtschaftung verbraucht werden, nicht wesentlich von einem konventionellen Hof.

Aspekte wie Selbstversorgung, Gemeinschaftsgärten, Arbeitsteilung u. ä. wurden an diesem Abend nicht diskutiert. Der allgemeine Tenor war eher pessimistisch.